

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito p.2 : International : Turquie, Israël-Palestine p.3 à 6 : Place au débat : Quel Etat de droit ? p. 6 : Les bras m'en tombent : Pétition pour l'hôpital de Châteauroux / Avez-vous remarqué ? p. 7 : Brèves sociales p. 8 : Coup de gueule : Le mythe de l'IA

EDITO

En ce début de printemps on ne peut pas dire que la situation tant sur le plan national qu'international soit au beau fixe. Au plan national Bayrou continue la même politique que ses prédécesseurs avec un programme pour le budget 2026 encore plus austéritaire que le précédent. Plutôt que de chercher de nouvelles recettes en demandant une contribution aux plus riches et aux actionnaires qui se sont considérablement enrichis depuis 2017, Bayrou propose de nouvelles coupes sur les dépenses ciblant les chômeurs, les retraités, les malades. La Cour des comptes elle-même propose rien de moins que de faire dépendre les remboursements de santé du niveau de salaire ce qui serait la mort de la sécurité sociale 80 ans après sa création. La dette est mise en exergue pour expliquer ces mesures mais rien n'est dit sur les cadeaux fiscaux consentis aux entreprises depuis le CICE mis en place par François Hollande alors même que le dérapage des finances publiques de ces dernières années est d'abord dû à une moindre rentrée fiscale. Le gouvernement déplore que les Français ne travailleraient pas assez mais qu'attend-il pour obliger les entreprises à embaucher des jeunes et à maintenir en activité les salariés de plus de 55 ans. Si tel était le cas cela comblerait largement le déficit des régimes sociaux. Par ailleurs, rien n'est fait pour inciter les entreprises à investir plutôt qu'à rémunérer grassement les actionnaires.

Certes aujourd'hui on ne voit pas qui pourrait renverser la table. La gauche est toujours aussi bas dans les sondages, les syndicats toujours

divisés comme le montrent les stratégies différentes concernant la réforme des retraites, les uns toujours farouchement opposés, les autres prêts à des compromis...

Au niveau international, la guerre en Ukraine continue, faisant toujours plus de morts notamment parmi les civils. L'Union Européenne joue les gros bras sans prendre l'avis de ses peuples, alors qu'elle aurait pu se saisir de l'occasion pour être un facteur de paix, de stabilité et de coopération. Israël continue de bombarder Gaza où un des derniers hôpitaux encore en place vient d'être sérieusement touché. L'aide alimentaire a de plus en plus de mal à parvenir à la population gazaouie. Netanyahu aidé par Trump n'a à l'évidence pas l'intention d'aboutir à une paix et, malgré la pression des familles, la libération des otages n'est pas sa préoccupation principale. Trump pour sa part, avec sa politique douanière, instille le chaos dans le monde financier. Si ses volte-face ont pour premier objectif de s'enrichir lui et ses amis milliardaires, Trump justifie sa politique par l'objectif de redonner un avenir industriel à l'Amérique, de produire américain et d'agir pour le bien de ses compatriotes. Evidemment, pour l'instant, cela se concrétise surtout par une augmentation des prix dans un climat de tension avec des licenciements massifs dans les agences fédérales et des attaques contre tous ceux susceptibles d'entraver la politique de Trump. La dégringolade de la bourse entraîne des pertes importantes pour les fonds de

pension et fait craindre pour leurs retraites. Ce qui devrait pousser nos propres dirigeants à protéger notre régime de retraite par répartition... au moment où ils s'apprêtent à l'attaquer ! Certes on pourrait se réjouir de voir resurgir une part de protectionnisme qui met en brèche la mondialisation mais Macron et Bayrou (comme l'UE) restent ancrés dans leur dogme libéral et refusent d'envisager les moyens de protéger notre industrie, de garantir notre indépendance. On le voit avec l'entreprise Vercorex vendue à une entreprise chinoise avec ses brevets alors même que le gouvernement aurait pu décider d'une nationalisation temporaire. La France et les

autres pays européens ne sont pas prêts à renoncer à la politique de l'offre ni au libre-échange alors que ce sont eux qui expliquent la désindustrialisation massive notamment au profit de la Chine et parallèlement la montée du populisme d'extrême-droite.

Est-ce à dire qu'il faut baisser les bras ? Non ! En ne se battant pas on est sûrs de perdre. En se battant même si c'est difficile on peut faire avancer les choses. C'est en tout cas l'engagement de Résistance Sociale.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

TURQUIE : Ils ont été plusieurs centaines de milliers de personnes, voire plus de 2 millions selon le CHP, à s'être rassemblés au parc Maltepe à Istanbul pour protester contre l'arrestation le 19 mars du maire de la capitale Ekrem Imamoglu. Membre du CHP, il est la seule figure politique en Turquie à avoir battu le parti d'Erdogan dans trois élections locales.

Restrictions de l'accès aux réseaux sociaux, usage disproportionné de la force, contrôle des médias sont les principaux éléments d'une répression qui s'abat sur l'opposition : au total, depuis deux semaines, plus de 2.000 personnes ont été arrêtées lors des manifestations de soutien.

La contestation a pris une nouvelle forme avec un appel au boycott des entreprises proches des autorités turques, lancé par le principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple) et des mouvements étudiants.

ISRAËL : Des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dans les rues de Tel Aviv, Jérusalem, Haïfa, mais aussi de toutes les villes d'Israël, pour réclamer, encore et toujours, la libération des otages retenus à Gaza, mais aussi pour s'opposer au Premier ministre Nétanyahou et à sa politique de terre brûlée, faisant fi, du respect de l'Etat de droit et des piliers de la démocratie israélienne, alors qu'il poursuit les frappes sur Gaza depuis la rupture du cessez-le-feu et, à nouveau, sur le Liban. Ces manifestations, qui rassemblent toutes les couches de la population, viennent conclure une semaine de protestations intenses contre le gouvernement et sa décision, notamment, de limoger le chef de la Sécurité intérieure, décision suspendue par la Cour Suprême, mais que Nétanyahou a menacé de ne pas respecter. Comme il a menacé de renvoi la Procureure générale, garante du respect de la démocratie. Dans le cortège, des manifestants brandissaient des pancartes où était inscrit «*Plus de sang versé*», «*Combien de sang doit encore être versé*» ou «*Stoppez la guerre, Maintenant !*», au milieu d'une nuée de drapeaux israéliens.

PALESTINE : Pendant ce temps, avec un courage extraordinaire, les Gazaouis manifestent contre le Hamas. Exténués par l'absence de nourriture et la reprise des bombardements israéliens, plusieurs milliers de Gazaouis se rassemblent depuis le 25 mars dans des manifestations inédites pour demander la fin de la guerre et la démission du Hamas. Le mouvement anti Hamas s'est d'abord exprimé à Beit Lahia, dans le nord de Gaza. Les habitants protestent contre un nouvel ordre d'évacuation imposé par Tsahal. Mais rapidement la manifestation devient hostile au Hamas. Et le mouvement gagne d'autres localités, notamment Jabalia, Khan Younès et Gaza ville.

«*Dehors, le Hamas, dehors !*», «*Hamas, terroristes*», «*Le Hamas ne nous représente pas*» : C'est, à Gaza, un vent de contestation, inédit depuis le 7 octobre, qui souffle chez les Palestiniens. N'oublions pas cependant que, pendant le printemps et l'été 2023, la bande de Gaza avait été le théâtre de nombreuses manifestations anti-Hamas... même si bien peu de gens, en occident, en parlaient, même s'ils n'avaient droit à aucune publicité, aucun soutien ! Le 7 octobre puis les bombardements israéliens sur Gaza avaient effacé tout cela. Aujourd'hui, c'est avec un courage stupéfiant que ces manifestants démontrent que le Hamas, ce n'est pas Gaza.

PLACE AU DÉBAT

QUEL ÉTAT DE DROIT ?

Par Jean-Claude CHAILLEY

En France tout le monde se dit attaché à « l'État de droit », y compris Mme Le Pen et M. Retailleau,... Mais derrière les mots, il y a des projets de société bien différents.

- ▶ **Ainsi pour M. Retailleau, ministre de l'intérieur, « l'État de droit n'est NI INTANGIBLE NI sacré... C'est un ensemble de règles, une hiérarchie des normes, un contrôle juridictionnel, une séparation des pouvoirs, mais la source de l'État de droit, c'est la démocratie, c'est le peuple souverain », (Public Sénat). Le gouvernement nous annonce donc vouloir des changements majeurs à « l'État de droit »**

I La définition juridique et son champ.

II Comment est-on parvenu à l'état actuel de l'État de droit ?

III Que veut dire M. Retailleau au nom du gouvernement, et au-delà le RN ?

IV quel État de droit voulons-nous ?

I La définition juridique (Vie publique)...et des contenus concrets.

Dans le langage courant « Le concept d'État de droit s'oppose à la notion de pouvoir arbitraire. Il désigne un État dans lequel la puissance publique est soumise aux règles de droit ».

L'Etat de droit c'est la « hiérarchie des normes » le respect des normes supérieures comme la Constitution, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, le préambule de la Constitution de 1946.

C'est aussi l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire.

- ▶ **L'État de droit c'est pas de justice à la tête du client, ou comme disait La Fontaine « selon que vous serez puissant ou misérable...».**

- **En pratique l'État de droit c'est les « règles de droit » en vigueur à un moment donné. Et elles changent sans cesse de façon plus ou moins importante avec les votes de lois, les changements constitutionnels, les directives européennes, les traités internationaux,...**

D'ailleurs même les Etats autoritaires ou dictatoriaux se réfèrent souvent à leurs règles de droit alors qu'il n'y a aucune liberté, aucune démocratie, mais l'arbitraire appuyé sur la police, l'armée, l'appareil judiciaire, les médias,...

La politique et l'attitude de Trump sont insupportables. Mais est-ce qu'on peut dire que les USA sont sortis de l'Etat de droit ? (Etat de droit qui n'a jamais empêché de fomenter des coups d'Etat comme au Chili, l'invasion de l'Irak, ... ?)

- **Mme Le Pen comme M. Retailleau se disent « attachés à l'État de droit » (rassemblement du dimanche 6 avril place Vauban). Il est clair qu'on ne met pas tous le même contenu à « l'État de droit » actuel et à son évolution souhaitable.**

- **Ainsi Mme Le Pen est un danger pour l'existence des syndicats.**

Pour elle, il ne saurait avoir de Syndicat de la magistrature. **Elle ne peut admettre qu'il y ait une différence entre une opinion en tant que syndicaliste ou citoyen et exercice de son métier.** M. Retailleau lui ose parler de « juges rouges ». Pourtant tous les syndicalistes d'une part font leur boulot, d'autre part exercent leur activité syndicale. **C'est un fondement essentiel de la démocratie, de l'État de droit, que Mme Le Pen, assistée de M. Retailleau, veut remettre en cause.**

- Que Mme Le Pen et le RN contestent leur jugement et fassent appel leur appartient comme à tout inculpé. Mais il n'est pas acceptable d'entendre dire que « c'est aux électeurs de la juger ». C'est une négation de toute état de droit, de toute justice, que de « juger » sans connaître les faits, sans instruction, sans débats contradictoires, avec les manipulations des médias tenus par les milliardaires qui aident le RN – un des partis à leur service – à se développer.

- **La qualification systématique « d'extrême gauche » à tous ceux qui déplaisent au RN, partis, associations, ... fait planer des menaces.**
- **M. Bardella « ne sait pas » si Jean Marie Le Pen était antisémite, alors qu'il a été condamné.** On comprend sa lamentable manœuvre : nombre de cadres du RN étaient dirigeants du FN qui jugeait la Shoah comme « un détail de l'histoire ». Quelle crédibilité lorsqu'un jour ils se sont tous auto proclamés champions de l'antisémitisme ?
- **Même la notion de peuple français est remise en cause** puisqu'après le RN le Premier ministre, **M. Bayrou**, nous dit qu'il faut débattre de la question « **qu'est-ce qu'être Français ?** ». **C'est la source de la démocratie qui est remise en cause par le gouvernement et le RN.**

● **M. Retailleau a en partie raison : rien n'est « intangible », rien n'est figé pour l'éternité.**

Les phénomènes économiques et sociaux évoluent en permanence, parfois lentement à l'échelle de la vie humaine, parfois brutalement. Par exemple, la Royauté a paru éternelle. Puis un jour il y a eu la Révolution française. **Il y a sûrement une exception dans l'esprit de M. Retailleau.** Il fait sans doute partie de ceux qui pensent **qu'avec la chute de l'URSS, le capitalisme l'a définitivement emporté, qu'il est « intangible », voire « sacré ».**

- **En tout cas, en cette période de crise mondiale, européenne, française, UNE BONNE PARTIE DE LA DROITE FRANCAISE BRUNIT, ainsi que l'Union européenne.**

Naguère on critiquait les murs entre les États Unis et le Mexique. Maintenant on les finance en Pologne, assortis de **mines anti personnel** dont même la fabrication est interdite !

- **« L'EXTREME DROITE » ça devient « FLOU »**

Certes les formations de Mme Le Pen, Mme Marechal, M. Zemmour, M. Ciotti, les groupuscules fascistes, en font partie.

Quid des Retailleau (candidat à la présidence de LR en remplacement de M. Ciotti sur la même politique), **Darmanin, ... ? Et M. Wauquiez qui veut envoyer les OQTF à Saint Pierre et Miquelon ?** Même le RN n'arrive plus à se distinguer d'eux, se bornant à dénoncer leur impuissance à mettre en œuvre leurs déclarations.

Quant à M. Bayrou, qui a fait une longue carrière de « centriste », quid de sa « submersion migratoire » qui ressemble fort au « grand remplacement » de M Zemmour ?

Interpénétration inquiétante de partis que le Nouveau Front Populaire, nombre de syndicats et associations, ont fait élire en juillet dernier !

- ▶ **Il ne faut pas que la lutte contre « l'extrême droite », au sens Le Pen, masque la politique de ceux qui au gouvernement défendent et mettent en œuvre à peu près la même politique.**

II Comment est-on parvenus à l'état actuel de « l'Etat de droit » ? Pas forcément par l'expression de la majorité.

- Exemple les **retraites**, le passage à l'âge légal à 64 ans, assorti de l'accélération de la réforme Hollande – Touraine.

Large majorité de la population opposée, pas de vote, un nième 49-3. **Ce 49-3 sur les 64 ans, non censuré, bien que minoritaire est conforme à « l'Etat de droit » actuel.**

- Pareil pour les **réformes du droit du travail, l'inversion de la hiérarchie des normes**,...au nom de la « politique de l'offre » depuis 2014.

- Pareil lorsqu'Emmanuel Macron décrète souverainement la marche forcée à **l'économie de guerre**, un budget défense qui monterait à 100 milliards en 2030 – sur injonction de Donald Trump et non parce que les chars russes menacent de déferler à la Concorde après avoir été incapables de prendre Kiev – et subis de lourdes pertes.

- Il en est de même **du conclave** initié par M. Bayrou, conclave dont ceux qui y restent ont interdiction de parler des 64 ans puisque M. Bayrou l'a souverainement décidé.

- J'ai des camarades syndicalistes qui sont convaincus d'être déjà en dictature. Je ne partage pas ce point de vue. Nous ne sommes pas en dictature. Mais ils sont ulcérés par les attaques permanentes contre les bourses du travail, les inculpations de syndicalistes, les autorisations de manifestations données si tard en Ile de France qu'il est la plupart du temps trop tard pour imprimer et diffuser les itinéraires sur les affiches, les tracts. **Il y a un fort sentiment de restriction des libertés démocratiques au bénéfice du tout répressif.**

- Est-ce « l'Etat de droit » lorsqu'on fait de l'islam assimilé à l'islamisme radical - traduire les arabes - la cause de tous les maux comme jadis « les juifs » ? Diversion classique pour diviser... au service du patronat.
- Et que penser du **NON au référendum de 2005** violé par le traité de Lisbonne. **On fait semblant que ça n'a aucune influence sur « l'État de droit » en France. Grossière contre vérité. Les conséquences de la législation européenne se font sentir tous les jours sur tous les sujets.**
 - L'État de droit est manipulé lorsque **les milliardaires détiennent la plupart des grands médias**. Le Conseil National de la Résistance y avait d'ailleurs mis fin y voyant une atteinte à la démocratie.

III Que proposent M. Retailleau et le RN ? Au nom de ce que « l'État de droit n'est pas intangible », ils veulent achever notre modèle social !

- Ce que M. Retailleau, au nom du gouvernement, veut nous faire comprendre, c'est que l'État de droit, ce qui reste du modèle social issu du Conseil National de la Résistance, c'est terminé.
- **Et d'invoquer le « peuple souverain » qu'il souhaite incarner dans une démarche d'extrême droitisation qui s'accorde parfaitement avec la marche à l'économie de guerre, sinon à la guerre ouverte « de haute intensité ».**
- Les crises économiques – et nous sommes en crise mondiale permanente même s'il y a des hauts et des bas – retombent sur les peuples s'ils ne sont pas capables d'imposer leurs alternatives. **On le voit avec les Milei, Trump et Musk,....**
Aux États Unis après avoir massivement renvoyé les immigrés, la Californie envisage de rétablir le travail de nuit des enfants de 14 ans.
- **En France le langage se libère : les souhaits d'un « Elon Musk à la française » montent d'un peu partout, de dirigeants d'entreprises comme de politiques, journalistes, profs d'économie,...**
Les services publics, la Sécurité sociale, toute la protection sociale, sont dans le collimateur. « ON (?) vit au-dessus de nos moyens » disent les ultra riches et leurs porte-paroles. Il va falloir « faire des efforts » nous assènent-ils après avoir fait acter par le gouvernement qu'aucune mesure de saurait avoir pour effet de réduire les dividendes, qu'il faut au contraire les augmenter sans fin. Les 200 milliards d'aides aux entreprises, pourtant prouvés inefficaces à ce niveau, sont déclarés intouchables.

IV Quel Etat de droit voulons-nous ?

- **Pour une large majorité de la population il s'agit simplement de pouvoir vivre décemment :** un emploi, des salaires suffisants, avoir un logement, pouvoir éduquer les enfants, des services publics partout en France, de bonne qualité, une protection sociale performante « de la naissance à la mort », des loisirs,...
- Et bien sûr les libertés démocratiques et syndicales qui permettent de les défendre.
- **Les alternatives existent déjà. Il suffit de lire les textes politiques, les propositions syndicales, ... Certes il y a aussi des différences, des divisions à surmonter, mais les besoins, les revendications, sont largement partagées par la population.**
- **Pour parvenir à l'unité il faut débattre fraternellement. Il faut mener des débats démocratiques au fond, dans tout le mouvement social, et non circonscrits à quelques responsables qui se mettent ou non d'accord.**
- **Il y a une offensive tous azimuts MAINTENANT :** aux coupes budgétaires 2025, adoptées par 49-3 et non censurées, s'ajoutent des gels de crédits (sauf pour le budget défense, « quoiqu'il en coûte »).
- M. Bayrou se prépare à y ajouter les coupes budgétaires 2026, voire des réformes structurelles dans le cadre de l'économie de guerre. **Pour passer le budget défense à 100 milliards par an, il va falloir faire encore plus d'économies sur les services publics et la Sécurité sociale. C'est ce qu'écrit officiellement M. Bayrou. Pour lui « la Sécurité sociale doit participer au redressement des finances publiques » !!!**

- **Tout se joue sur le rapport de forces qu'il est ou non possible d'imposer aux Macron, Bayrou, Retailleau, Le Pen, ... et au MEDEF, de plus en plus intransigeants.**

► **C'est maintenant et non en 2027 que la crédibilité du mouvement social se joue.**

Le NFP, soutenu par des syndicats, la plupart des associations, avait fait seulement 28 % au 1^{er} tour des législatives, score historiquement bas. Pas étonnant qu'il ait été impossible d'imposer un gouvernement contre 70 % de député.es de droite et d'extrême droite, tous au service du MEDEF, avec souvent les mêmes propositions pour achever la Sécurité sociale, la capitalisation, ...

Certes les sondages ne valent pas grand-chose, mais il ne semble pas qu'il y ait un changement significatif. La division n'a jamais mobilisé.

Ceux qui penseraient qu'une réédition du Front républicain est la solution risquent fort d'être déçus. Le Front républicain légitime le RN comme seule alternative, ce qu'il ne cesse de proclamer depuis Le Pen père, et qui est une des sources de sa montée. Mieux vaut organiser des mobilisations d'ampleur, à commencer par un puissant 1^{er} mai.

Les prochaines semaines, les prochains mois, sont décisifs pour l'avenir de notre modèle social, de l'État de droit.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Défendons le centre hospitalier public de Châteauroux - Le Blanc

par Marinette BACHE

Alors là, l'ARS de la Région Centre fait plus fort que jamais !

Dans l'Indre, un département que l'on sait classé parmi les déserts médicaux, depuis plus de 25 ans, on essaie de fermer l'hôpital du Blanc. Les libéraux qui veulent la peau du système français de soins, ont eu raison de sa maternité malgré une lutte mémorable qui a duré plus d'un an. Dans le collimateur également la chirurgie et le service d'urgence. Le comité de défense continue son combat et l'a récemment étendu à la question de l'ensemble des soins sur le territoire.

Aujourd'hui, à Châteauroux, l'attaque est différente et encore plus pernicieuse. **Le plan de l'ARS est, tout simplement, d'installer le privé au sein du centre hospitalier public.** Leur arme : le groupe privé ELSAN. Il est prévu d'implanter directement ce groupe, 1^{er} groupe privé en France, dans les locaux de l'hôpital de Châteauroux en favorisant son accaparement des plateaux de chirurgie de l'hôpital et du service de soins de suite et de réadaptation.

Leur volonté est claire : baisser les activités publiques d'hospitalisation et augmenter les activités des cliniques privées. A Châteauroux, ils cassent méthodiquement l'hôpital en organisant sa paupérisation : baisse des financements, manque criant de personnel soignants et médicaux. **L'hôpital aurait un besoin urgent de fonds publics. Eh bien c'est à la clinique St François, du groupe ELSAN, que vont les 5 millions de subvention destinés -mais oui !- à combler son déficit !**

Ce qui se passe aujourd'hui à Châteauroux peut se passer demain sur l'ensemble du territoire national. Ce n'est que l'illustration de la casse voulue par la droite classique ou libérale mais également des « socio-libéraux » depuis 35 ans au moins. C'est pourquoi, je vous invite à signer la pétition ci-dessous.

https://www.petitionligne.fr/hopital_public_de_chateauroux-le_blanc_empechons_la_mainmise_financiere_des_groupes_prives_et_les_pretentions_du_groupe_elsan_clinique_st-francois?fbclid=IwY2xjawJtzZVleHRuA2FibQIxMAABHmD3XWT6j23RtnFtgdPLQLJx4QX2UBNE9sS4HsH8XoaoRwDeZ9ZrdnYHoBRp_aem_YGMffxvPP5dcJOtWmnQttA

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Tous les mêmes ces libéraux : Elon Musk, en croisade contre les dépenses publiques, a pourtant largement bénéficié de l'argent de l'Etat pour bâtir son empire. Une enquête du «Washington Post» révèle que le milliardaire a reçu au moins 38 milliards de dollars en aides et contrats publics.

BRÈVES SOCIALES

ArcelorMittal envisage de délocaliser certaines activités d'Europe... en Inde : Désindustrialisation : et une nouvelle vague de suppressions d'emplois à venir dans l'industrie française... Le géant de la sidérurgie a présenté récemment cette perspective le mardi 11 février au Comité d'entreprise européen. Pour l'instant cela consisterait à « à étudier la possibilité de poursuivre le regroupement de certaines activités support, en développant notre centre de services partagés pour réaliser certaines de ces activités en Inde ».

Le fameux rapport de la Cour des comptes sur l'état financier de nos régimes de retraite a donc été publié le 20 février 2025. Commandé par le gouvernement, il est, selon Bayrou, destiné à servir de base de discussion aux syndicats et au patronat pour renégocier la « réforme » des retraites adoptée en avril 2023 contre l'opinion de plus de 70% des Français. Ces discussions sont prévues pour durer 3 mois.

Surprise !... pour ceux qui avaient besoin d'être surpris : **Les chiffres donnés par la Cour des Comptes sont un éclatant démenti de ceux de François Bayrou : la Cour des comptes a indiqué que le déficit atteindrait 6,6 milliards d'euros en 2025, se « stabiliserait » jusqu'en 2030 environ à 15 milliards d'euros.**

« La Cour des comptes nous rassure sur le fait que nous n'avons pas basculé en France dans un régime de post-vérité. Le rapport confirme que la réforme de 2023 que nous avons combattue n'a pas réglé le problème de financement », a déclaré la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, ajoutant : « Il faudrait trouver 10 milliards d'euros à horizon 2030. C'est faisable et la CGT a des propositions ». « L'histoire du déficit caché est écartée, passons aux choses sérieuses », a réagi, de son côté, Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, estimant également que la réforme de 2023 qui a porté l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans et devait « résoudre tous les problèmes » était « du pipeau ».

Information BFMTV (peu susceptible de complaisance vis-à-vis des salariés !) : Le patrimoine des « ultras-riches » a augmenté de 439% en France, 175% en Allemagne, de 170% aux Etats-Unis, de 168% au Royaume-Uni. Si le SMIC -en France- avait augmenté aussi vite, il serait de 4805€.

Pour le ministre de l'Économie, Éric Lombard, il faut à la fois travailler plus et ... faire contribuer les retraités

Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a indiqué le 21 février être « plutôt » partisan d'une contribution accrue des retraités à l'effort financier en faveur du système de retraites, tout en estimant que les actifs devraient « sans doute travailler plus ».

Eric Lombard considère « qu'on est à un moment de bascule historique » de la géopolitique mondiale, qui va « obliger les Européens à prendre en main leur destin ». Cela passe par « une vision européenne » de la défense, qui « va coûter plus cher », a-t-il remarqué.

Donc fi de notre système social, de nos services publics, de la relance de nos industries, du soutien à l'emploi : il faut trouver de l'argent. Et Monsieur Lombard ne connaît que les vieilles recettes libérales. Et bien sûr, pas question de toucher aux actionnaires : le ministre a assuré que la surtaxe d'impôts sur les sociétés prévue en 2025 pour les entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires ne durerait qu'un an pour garder la fiscalité française « attractive », « dans un monde de concurrence ». Pendant ce temps Trump protège ses industries et son marché intérieur... Il y a les maîtres du monde et les imbéciles à la botte.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

COUP DE GUEULE

En finir avec le mythe des IA (« intelligence » artificielle)

Par Michel JALLAMION

La nouvelle débilite en vogue consiste à penser que les IA disposeraient d'une intelligence et donc d'une réflexion propre. Aucun scientifique ne dit ça comme ça, bien sûr, mais le nom même le suggère. Les journalistes preneurs de toute approximation permettant de vendre leur article ont ainsi fait émerger une sorte de phantasme collectif digne d'un roman d'Azimov où l'intelligence humaine, dépassée par les IA, deviendrait inutile. Phantasme relayé comme il se doit par Macron les 10 et 11 février au dernier sommet de l'IA.

Ainsi les IA reposent sur des « algorithmes ». Le mot est joli et était peu connu. Bon, quand on sait que le premier algorithme connu est le PGCD d'Euclide en -300 que chacun a appris au collège, ça calme un peu. Si on dit un algorithme est « une suite finie et non ambiguë d'instructions et d'opérations permettant de résoudre une classe de problèmes » ça fait un peu moins SF. Par exemple « Lève toi il est l'heure d'aller à l'école » est un algorithme mais ça ne marche pas vraiment avec les êtres humains. Bref obéir à un algorithme n'est pas signe d'intelligence mais d'obéissance.

Lorsqu'on voit que l'IA révolutionnaire du CNRS n'a pas su faire un calcul niveau 6^e avec une assurance déconcertante on se dit que le chemin est encore long et qu'il est grand temps d'augmenter les crédits de la recherche en France !

Pire les IA trichent. Alors elles le font carrément aux échecs : lorsqu'elles n'arrivent pas à gagner elles s'affranchissent des règles de déplacements puis font disparaître et réapparaître des pièces. Chat Gpt a d'ailleurs eu une idée de génie : faire disparaître le roi adverse assure la victoire ! Franchement on n'y aurait pas pensé ! D'après des études récentes les IA semblent à 60% donner des solutions vraisemblables mais erronées (70% pour l'IA des impôts testée en ce moment). L'IA ALBERT de la fonction publique par contre a 100% de réponses justes... mais basée uniquement sur les sites gouvernementaux ce n'est que l'équivalent d'un moteur de recherche sur le site de la fonction publique en question.

Bref qu'est-ce que l'intelligence ? Si c'est inventer des concepts, confronter sa réflexion à la réalité ... par définition les IA en sont dépourvues. Elles peuvent apprendre mais pas comprendre. La seule chose c'est quelle retiennent tout ce qu'on leur donne, trient ce qu'on leur dit de trier, rectifient tout ce qu'on leur dit de rectifier et essaient d'atteindre, par tout moyen, les objectifs fixés. Elles le font sans comprendre ni la finalité ni les enjeux.

En bref elles font ce qu'on leur demande avec rigueur et à une échelle démesurée dont le cerveau humain est incapable. Mais perso je ne me suis jamais senti moins intelligent que ma calculatrice !

Lors d'un débat passionné avec mon gamin j'ai demandé à Chat GPT la conception du service universel européen et les conséquences sur nos services publics. Elle m'a sorti plein d'âneries ultra-libérales. Mais elle a fait son job : synthétiser les plus grandes idioties que l'on trouve sur les sites officiels de l'union européenne, et ce, en un temps record !

Il y a quelques années la Région IDF s'est dotée à prix d'or d'une IA pour permettre l'orientation des gamins en fonction de leurs envies. Bilan : on a proposé à mes gamins d'aller élever des animaux en Afrique ; ils aiment les voyages et les animaux et c'est la seule formation qui collait. C'est totalement idiot mais eux ça leur aurait vraiment plu !

Bref les IA ne font qu'obéir à des algorithmes prenant les infos décréées les plus fiables et répondant aux objectifs assignés par le programmeur.

Comme toute avancée technologique elles restent de simples outils que nous orientons. Comme toute technologie elles ont différentes qualités suivant les capitaux investis de sa conception à son utilisation. Il est donc fort à parier que la majeure utilisation des IA sera adaptée pour faire des profits dont des économies de personnels. Les conséquences seront les mêmes qu'avec les autres avancées technologiques mais avec le problème que les réseaux d'informations n'ont jamais été aussi présents et aussi concentrés. L'IA vous donnera donc ce que son propriétaire veut qu'elle vous donne.

Le problème ce ne sont donc pas les IA mais le système capitaliste. L'IA pourrait permettre de trouver des pistes pour satisfaire les besoins humains. Elle le fera en petite partie et le fait déjà en biologie moléculaire et sur la compréhension et la maîtrise de phénomènes physiques comme l'intrication quantique. Mais la part la plus importante, comme toute avancée, servira les détenteurs de capitaux. C'est une révolution technologique qui n'a rien de révolutionnaire et n'est pas près de supprimer ou faire évoluer significativement la condition humaine ! Loin s'en faut !